

## Construisons la grève générale

### **Déclaration commune du 5 janvier 2009 : propositions et revendications des organisations syndicales CFDT-CFTC-CFE/CGC-CGT-FO-FSU-Solidaires-UNSA**

- 1- Donner la priorité au maintien des emplois dans un contexte de crise économique – arrêt immédiat des licenciements.
- 2- Politique salariale : améliorer le pouvoir d'achat, réduire les inégalités
- 3- Orienter la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat :
  - Une relance par la consommation
  - Une politique de développement du logement social
  - Une protection sociale (santé, retraite, ...) dans le cadre collectif et solidaire
  - Des investissements ciblés : service public, le développement, la recherche, l'éducation, la formation
- 4- Préserver et améliorer les garanties collectives :
  - Abroger les dispositifs légaux qui conduisent à remettre en cause la réduction du temps de travail
  - Retirer la proposition de loi sur le travail du dimanche
  - Respecter le dialogue social sur tous les projets et propositions de loi qui touchent à la réglementation du travail
  - Face à la révision générale des politiques publiques (RGPP), mettre en place des réformes porteuses de progrès social.
- 5- Réglementer la sphère financière internationale.

### **Journée du 29 janvier 2009 :**

Dans la continuité de la déclaration du 05/01/2009, les 8 organisations syndicales lancent un appel à une 1<sup>ère</sup> journée de mobilisation et de manifestation. Dans les grandes villes et plus largement sur tout le territoire des manifestations rassemblent par milliers les salariés, privés d'emploi, retraités. Cette mobilisation dans la rue marque le mécontentement croissant d'une grande partie de la population qui souffre de plus en plus. Cette forte mobilisation oblige les organisations syndicales à fixer un nouvel appel national : 19 mars 2009.

### **Journée du 19 mars 2009 :**

Cette nouvelle journée de mobilisation et de grève dépasse toutes les espérances en rassemblant plusieurs millions de citoyens. La population confirme et exprime clairement son exaspération et ses souffrances. De nombreux bastions industriels (Continental, Sony, Caterpillar, Mollex, etc.), les facultés (Paris, Bordeaux, Caen,...), les hôpitaux mènent la lutte. Tous ont répondu à l'appel unitaire et de mobilisation lancé par les 8 organisations syndicales. L'espoir d'une urgente et réelle alternative à la politique du gouvernement émerge.

### **Appel du 1<sup>er</sup> mai :**

Devant la montée du mouvement social, les 8 organisations syndicales conviennent d'appeler ensemble à manifester le 1<sup>er</sup> mai. Malgré les divergences d'appréciation, la mobilisation est au rendez-vous. Mais, le choix de cette date ne laisse pas d'autres choix que d'appeler à manifester. Le 1<sup>er</sup> mai étant un jour férié, il n'est pas question d'appeler à la grève.

**Depuis le 29/01/09 , la situation ne cesse de s'aggraver :**

Sur le plan de l'emploi : quotidiennement, la population est témoin des effets de la crise et la subit. Les plans sociaux se multiplient. Au premier trimestre 2009, la France a enregistré la destruction de 138 000 emplois, autant que sur la totalité de l'année 2008.

Sur le plan du service public : les réformes se mettent en place, Santé (loi Bachelot), privatisation de la Poste, Education Nationale, Recherche, Universités,...

Quant au pouvoir d'achat, les écarts se creusent. Le gouvernement n'interdit pas les « parachutes dorés » ou autres « Stocks Options ». Il se contente d'avertir sans être capable de légiférer. Par contre, de plus en plus de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté.

La question du logement n'est toujours pas réglée. Il y a quelques jours à peine, à Paris les forces de l'ordre sont intervenues en démontant les tentes des sans logis. La misère existe toujours et de plus en plus mais le gouvernement n'accepte pas qu'elle puisse se montrer pour dénoncer cette situation d'extrême pauvreté.

**Mardi 26 Mai : « Journée de mobilisation décentralisée ».**

La déclaration commune du 5 janvier 2009 reste d'actualité. Plutôt que de vouloir revenir sur des secteurs d'activités ou des bassins d'emploi pour fixer des revendications, il est important de s'appuyer sur la déclaration commune du 5 janvier 2009. Celle-ci a conduit les 8 organisations syndicales à engager un mouvement national. La réactivité et l'engagement dans la mobilisation ne sont plus à prouver.

**La population veut en découdre et imposer cinq mesures d'urgence :**

\*Arrêt des licenciements, indemnisation à 100% du chômage partiel, réduction du temps de travail sans perte de salaire.

\*Augmentation générale des salaires, des pensions, du SMIC et des minima sociaux.

\*Pour les services publics, il faut des moyens supplémentaires, l'arrêt des suppressions d'emploi et de nouvelles orientations, pour que les droits fondamentaux soient accessibles à toute la population : emploi, santé, éducation, transport, communication,...

\*En finir avec la fiscalité qui favorise les riches : suppression du bouclier fiscal, du paquet fiscal, de la défiscalisation des heures supplémentaires, et abaissement de la TVA sur les produits de première nécessité.

\*Un statut pour tous les salarié-e-s qui garantisse la pérennité des droits, notamment du salaire, tout au long de la carrière.

29 janvier 2009, 19 mars 2009, 1<sup>er</sup> mai 2009,

**MARDI 26 MAI 2009**

**Solidaires 33 appelle à une journée de GRÈVE (Public-Privé)**

**Solidaires 33 appelle à MANIFESTER  
10 Heures 30 - Préfecture de Bordeaux.**

Il faut continuer à lutter pour gagner  
Il faut imposer les 5 mesures d'urgences  
La mobilisation et non la décentralisation.

La grève générale et non « la journée de mobilisation trimestrielle ».

Restons unis et préparons ensemble des lendemains de lutte.

Ensemble nous pouvons gagner

Tél./ Fax : 05 56 44 68 66

[solidaires33@wanadoo.fr](mailto:solidaires33@wanadoo.fr)

<http://www.solidaires33.fr>